

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Commune de Mussy-sur-Seine**  
**SEANCE DU 15 MARS 2021**

Date de la convocation : 10 mars 2021

Date d'affichage : 17 mars 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, maire.

**Présents** : CHASSAIN Martine, CORNAGGIA Mattéo, DESMIER Jean-Louis, DULIERE Charlotte, FASENTIEUX Sylvie, GORCE Sophie, JACQUEL Pascale, LOISEAU Marie-Luce, PASTORET Geoffroy, PETIT de BANTEL Henri, ROYER Georges, WOTAWA Pierre

**Représentés** : HAUDIQUET Alexandre par ROYER Georges, PETOT Laurence par CHASSAIN Martine

**Absents** : MANCHON Marc

**Secrétaire** : Madame FASENTIEUX Sylvie

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

**Opposition transfert compétence PLU**

Le texte définitif du projet de loi sur la prorogation de l'état d'urgence sanitaire ayant étendu le délai de réponse du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 30 juin 2021, la délibération n°54-20 du 13 octobre 2020 portant opposition au transfert de compétence en matière de PLU au profit de la Communauté de Communes est donc valable et un nouveau vote n'est pas nécessaire.

**04\_21 - Prise de compétence France Service par la CCBC**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Vu les articles L. 5211-5, L. 5211-17 et L. 5214-1 du CGCT,

Monsieur le Maire informe l'assemblée de l'opportunité pour la communauté de communes de se positionner sur la prise d'une compétence supplémentaire en matière de « création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public qui y affèrent en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ».

Il précise qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les anciennes Maisons de Service Au Public (MSAP) communales se verront privées du financement dont elles bénéficiaient au profit de la labellisation d'une seule Maison France Service par intercommunalité.

Dans le souci de maintenir un service sur l'ensemble des communes s'étant engagées dans le dispositif MSAP et de le renforcer, la CCBC a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt de la Banque des Territoires lui permettant de bénéficier d'un accompagnement financier en fonctionnement et en investissement pour la mise en place d'une Maison France Service Itinérante.

Elle envisage la création d'un service qui assurerait des permanences régulières sur les cinq bourgs principaux de l'intercommunalité et sur rendez-vous, le cas échéant, dans les autres communes du territoire.

Monsieur le Maire précise que le conseil communautaire s'est positionné en faveur de cette prise de compétence qui demeure soumise à l'approbation des différents conseils municipaux à raison d'une majorité qualifiée de la moitié des conseils municipaux représentant 2/3 de la population ou des 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population communautaire.

Monsieur le Maire invite le conseil à se prononcer sur cette prise de compétence.

### **Après délibération, le Conseil Municipal**

**VALIDE** la prise de compétence relative à la « création et la gestion de maisons de services au public et à la définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations " par la communauté de communes.

### **Accord à l'unanimité**

<b>05_21 - Remboursement frais de garde ou d'assistance des élus des communes de moins de 3500 habitants</b>
--

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Le Maire informe l'assemblée de la modification de l'article 91 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique concernant la prise en charge du remboursement des frais de garde des élus municipaux prévu à l'article L.2123-8-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), rendant obligatoire le remboursement à l'élue des frais de garde par les communes de moins de 3500 habitants.

Les membres du Conseil Municipal sont éligibles à ce dispositif dans les conditions définies par l'article D.2123-22-4-A du décret n°2020-948 du 30 juillet 2020, lorsqu'ils sont amenés à organiser la garde d'un enfant de moins de 16 ans, d'une personne âgée, d'une personne en situation de handicap ou d'une personne ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile lorsque leur participation à une des réunions ci-dessous précisée les en empêche.

- Séances plénières du Conseil Municipal,
- Réunions de commissions dont les conseillers municipaux sont membres, si elles ont été instituées par délibération du Conseil Municipal,
- Réunion des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où les conseillers municipaux ont été désignés pour représenter la Commune.

Pour pouvoir prétendre au remboursement par la commune des frais engagés, qui ne pourra dépasser le montant du SMIC horaire, l'élue devra présenter un dossier comportant :

1. la convocation au Conseil Municipal ou commission ou assemblée délibérante, pour laquelle il demande le remboursement des frais de garde et d'assistance, ainsi que le compte-rendu y prouvant sa présence,
2. copie du livret de famille en cas de garde d'enfant de moins de 16 ans,
3. copie de la carte d'identité de la personne concernée,
4. justificatif de résidence de la personne concernée au domicile de l'élue,
5. une déclaration sur l'honneur attestant la véracité des informations et fournissant un décompte précisant le reste à charge réel des frais engagés, déduction faite de toutes les aides financières reçues et de tout crédit ou réduction d'impôts dont l'élue bénéficie par ailleurs.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ces frais pourront faire l'objet d'un remboursement par l'Etat, auprès de l'Agence de Service et de Paiement (ASP) semestriellement ou annuellement.

**Après délibération, le Conseil Municipal :**

**VALIDE** la composition du dossier de remboursement à présenter par l' élu :

**PRECISE** que des crédits correspondants seront inscrit au Budget Prévisionnel.

**VALIDE** la mise en place du remboursement des frais de garde et d'assistance des élus dans le respect des articles de loi le régissant,

**Accord à l'unanimité**

**06\_21 - Redevance occupation domaine public (COVID)**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Le Maire rappelle la délibération 09-16 du 07 mars 2016 autorisant Monsieur PONCH (Café de l'Hôtel de Ville) et Madame PIGNALET (Bar PMU) à installer une terrasse sur une partie du trottoir, devant leur établissement respectif. Cette autorisation était valable pour une durée maximale de 5 ans.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée, compte tenu de la situation de crise générée par la propagation du virus Covid-19 et son incidence sur l'activité des commerces de Mussy sur Seine, de renouveler l'autorisation et d'accorder auxdits locataires une remise gracieuse de la redevance pour l'année 2021.

**Après délibération, le Conseil Municipal**

**DECIDE** de renouveler cette autorisation afin de laisser aux deux professionnels concernés une partie du trottoir situé devant leurs établissements,

**DECIDE** que cette autorisation est valable pour une durée de 5 années maximum,

**PRECISE** que cette installation d'occupation peut être à l'année,

**CONSERVE** le montant de la redevance annuelle à 20 €,

**DECIDE** la remise gracieuse de cette redevance pour l'année 2021.

**Accord à l'unanimité.**

**07\_21 - Tarifs eaux et assainissement**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Monsieur le Maire Adjoint informe l'Assemblée qu'il convient de délibérer sur les tarifs de la vente d'eau et de la redevance assainissement à facturer aux abonnés pour la période du 01 avril 2021 au 31 mars 2022.

**Après délibération, le Conseil Municipal**

**FIXE le tarif de la vente de l'eau** hors taxe et hors redevance pollution et taxe d'Etat à appeler auprès des abonnés, comme suit :

Partie fixe annuelle (abonnement) : 31,00 €

Partie proportionnelle à la consommation annuelle :

à partir du 1er m3 consommé dans l'année : 1,05 €

Dépose et repose de compteur :

47,00 €

Compteur accidenté :

- diamètre 15 mm :

105,00 €

- diamètre 20 mm :

115,00 €

- diamètre 25 mm :

195,00 €

**FIXE le tarif de la redevance assainissement** auprès des abonnés, soit :

- Abonnement annuel

66,00 €

- Redevance appelée par m<sup>3</sup> d'eau consommé

1,10 €

**CHARGE** Monsieur le Maire ou son représentant de faire appliquer ces tarifications pour la période du 01/04/2021 au 31/03/2022.

**Accord à l'unanimité.**

**08\_21 - Personnel communal - Accroissement temporaire d'activité**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ; vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment le 1° de l'article 3 ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter trois agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir : diverses tâches liées à l'entretien des espaces verts, de la voirie et des bâtiments communaux ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire Adjoint ;

**Après délibération, le Conseil Municipal**

**DECIDE** le recrutement de trois agents contractuels dans le grade d'Adjoint Technique relevant de la catégorie C, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 7 mois (12 mois maximum pendant une même période de 18 mois) allant du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 octobre 2021 inclus.

**PRECISE** que ces agents assureront des fonctions d'Adjoint Technique à temps non complet pour une durée de service de 22,5 heures hebdomadaires. Leur rémunération sera calculée par référence à l'indice brut 354 IM 330 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**Accord à l'unanimité.**

**09\_21 - Budget Commune - Ouverture de crédit**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

L'article L.1612.1 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise l'ouverture de crédits anticipés d'investissement avant le vote du budget principal, et ce dans la limite de 25 % des

crédits ouverts en dépenses d'investissement de l'exercice précédent. Cette disposition permet d'engager des travaux urgents sans attendre le vote du budget.

Le Maire indique que l'application de cet article est nécessaire afin de permettre le paiement de factures liées aux divers travaux d'investissement en cours.

Pour rappel le budget N-1 pour le chapitre 21 s'élevait à 537 597.71 €. La Déclaration d'Ouverture de Crédit (DOC) peut donc s'établir à 134 399.43 € maximum (537 597.71/4).

### **Après délibération, le Conseil Municipal**

**AUTORISE** l'ouverture par anticipation du vote du Budget Primitif 2021 le montant des crédits suivants au chapitre 21 :

Libellés	Compte	Montant en €
Rideaux salle des mariages	2188	1 000
Travaux bâtiments écoles	2135	5 000
Travaux réfection bâtiments	21318	30 000
Travaux Mairie	21311	15 000
Travaux divers	2152	5 000
Acquisition matériel bureau	2183	1 000
Acquisition mobilier	2184	1 000

**PRECISE** que les crédits nécessaires de 58 000.00 € seront prévus au chapitre 21 du BP 2021 de la commune de Mussy sur Seine.

**AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

**Accord à l'unanimité.**

#### **10\_21 - Budget SCEA - Admissions en non-valeur**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Monsieur le Maire donne lecture des formulaires transmis par la Trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non-valeur des produits du budget service Eau - Assainissement.

### **Après délibération, le Conseil Municipal,**

Considérant que les sommes dues concernent des personnes redevables dont les adresses sont connues et qu'un échéancier peut être mis en place pour permettre l'échelonnement de leur dette,

**REFUSE** l'admission en non-valeur des taxes et produits irrécouvrables suivants :

Mme, pour la somme restant due de 209,98 €,

Mme, pour la somme restant due de 601,87 €,  
Mme, pour la somme restant due de 602,83€.

**Accord à l'unanimité.**

**11\_21 - Ajouts membre commission travaux**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Suite à la demande de Monsieur Matteo CORNAGGIA désirant s'impliquer dans la commission communale des travaux, de l'entretien des bâtiments, du PLU, de la voirie, du cimetière et de la conservation du patrimoine, le Maire propose de l'y ajouter.

**Commission des travaux, de l'entretien des bâtiments, du PLU, de la voirie, du cimetière et de la conservation du patrimoine**

*Membre élus :*

Monsieur Matteo CORNAGGIA

**Accord à l'unanimité.**

**12\_21 - ONF - Programme actions 2021**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
12	14	14	0	0	0

Monsieur le Maire présente le programme de travaux à réaliser pour l'année 2021. Il s'agit des travaux suivants proposés par l'ONF :

- cloisonnements d'exploitation dans les parcelles 10.a, 66.a, 68.a, 68.p, et 66.r,
- intervention en futaie irrégulière dans la parcelle 10.a,
- de dégagement manuel des régénérations naturelles dans la parcelle 66.r,

**Après délibération, le Conseil Municipal**

**DECIDE** la réalisation des travaux d'investissement correspondant aux interventions en futaie irrégulière et dégagements manuel des régénérations naturelles pour la somme globale de 3 080,00 € HT,

**DECIDE** la réalisation des travaux de fonctionnement correspondant aux cloisonnements d'exploitation pour la somme globale de 3 260,00 € HT,

**AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

**Accord à l'unanimité.**

**Questions diverses**

Monsieur DESMIER, premier adjoint, fait un point sur les travaux de la station d'épuration. L'agence de bassin demande que le réseau soit refait avant d'entreprendre les travaux de la station à cause du grand volume d'eaux claires parasites.

Le SDEA (Syndicat Départemental d'Énergie de l'Aube) a fait parvenir son compte rendu d'activité pour 2020. La commune de Mussy sur Seine a bénéficié du renouvellement de l'éclairage public sur la RD 671, avec 50 % d'aide du syndicat, aide basée sur la population.

Le Maire donne lecture des indicateurs de suivi de la campagne vaccinale transmis toutes les semaines par l'Association des Maires de France (AMF). Des réunions sont organisées régulièrement avec le Préfet, le maire de Troyes, les députés et le C.A. de l'Association des Maires de France.

Comme chaque année, le 16 février, les gendarmes ont rendu hommage à leurs camarades décédés à la Caserne OGER à Troyes. En raison du contexte sanitaire le Maire n'a pas pu y assister comme à l'accoutumée.

La société Mon Logis a avisé la commune de son intention de procéder à la démolition de l'immeuble sis 4 rue Léon Belton. Les deux locataires restants seront relogés. Contact sera pris avec la société afin de connaître leurs intentions quant au devenir des terrains, qui représentent potentiellement douze parcelles constructibles. Actuellement la commune n'en a plus de disponible.

Le Maire informe les élus que le contrat d'assurance souscrit par la commune comporte une garantie Accidents Corporels qui peut les couvrir en cas d'agression. Il précise que les adjoints sont encouragés à prendre une assurance individuelle.

Concernant les demandes de subventions pour 2021, certaines associations ne demanderont rien cette année, étant donné que le contexte de l'année 2020 n'a pas permis d'organiser les manifestations habituelles. Georges ROYER, adjoint chargé de l'animation, indique avoir déjà reçu 6 demandes. Il semblerait opportun d'attendre l'évolution du contexte COVID et les demandes en fonction des opérations effectives lancées par les associations.

Le Maire indique aux membres du Conseil avoir reçu copie de deux courriers envoyés par la députée Mme BAZIN MALGRAS, l'un à l'attention du Ministre de la Santé afin d'accélérer le processus de vaccination, l'autre à l'attention du Ministre de l'Éducation pour protester contre les fermetures de classes prévues dans l'Aube. Le Maire précise qu'il s'agit de fermetures de classes et non d'écoles.

Le bilan de la Communauté de Commune pour 2020 est distribué à chaque membre présent. Le Maire précise que, même si les habitants ne parlent que de la fermeture de la déchetterie, la Communauté de Commune a fait bien d'autres choses.

Monsieur WOTAWA, Conseiller Délégué, indique que la commission des travaux s'est réunie le 4 mars et le compte-rendu a été diffusé. Les travaux pris en charge par les différentes sous-commissions seront réalisés d'ici fin avril.

Les peintres sont venus reprendre la peinture de la frise du plafond de la salle des mariages, le séchage accéléré de la première couche ayant causé des décollements par endroits. L'entreprise en charge de l'électricité pour la Tour du Boulevard est revenue corriger un dysfonctionnement de l'éclairage intérieur (ruban LED).

Monsieur WOTAWA signale avoir été témoin de dépôts sauvages de déchets verts dans les bois par des habitants de la commune. Il voit aussi des cannettes vides et des déchets divers sur la promenade et aux abords des conteneurs situés vers la Halle Boursault. Ces déchets sont ramassés régulièrement par les employés communaux. Il propose l'installation de caméra type « caméra à gibier » afin de permettre la réduction de ces incivilités près de la Halle. Monsieur DESMIER indique que la pose de caméra nécessite une déclaration en préfecture et l'obtention d'une autorisation. Monsieur PASTORET souligne le fait qu'il est actuellement difficile pour les personnes qui travaillent de réussir à vider leurs déchets à Buxeuil car le samedi les bennes sont pleines. Monsieur DESMIER précise qu'un plan d'agrandissement est en cours à la Communauté de Commune, et qu'en juillet la compétence passera à une société privée, ce qui normalement devrait améliorer la capacité de stockage et de traitement des déchets.

Monsieur WOTAWA rapporte que les habitants s'interrogent sur la réouverture de la boulangerie. Le Maire répond que les propriétaires des lieux sont sous le coup d'une action en justice et que la situation ne sera pas débloquée avant la fin de la procédure en cours. Il précise être en contact avec les services de la justice et du tribunal de commerce, mais la situation Covid n'aide pas actuellement. Il avait été évoqué la possibilité d'installer une boulangerie dans une partie du magasin Carrefour, mais la direction de Carrefour ne veut pas financer ce projet.

Madame GORCE demande si la réfection de la rue Saint Pierre et de la rue Victor Hugo où ont eu lieu des recherches de fuites sera prévue sur le budget 2021. Monsieur DESMIER indique que le SDDEA remettra la voirie en état dès que le sol sera stabilisé.

Les rideaux de la salle des mariages doivent être mis en place demain mardi 16 mars. A la date de rédaction du présent compte-rendu, l'installation a été réalisée.

Suite à la chute d'un arbre dans la Seine, dans l'enceinte de la maison de retraite, des branches avaient dérivé jusqu'au moulin Lazzarotti. Elles ont été retirées par Georges ROYER.

Suite au feu de cheminée du logement de Monsieur GORCE Eric, Monsieur DESMIER indique qu'il est envisagé de lui louer à titre provisoire l'appartement actuellement vacant 6A rue des Ursulines, le temps que les travaux rendant à nouveau habitable son logement rue Gambetta soient effectués.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 19h50.

**Fait à MUSSY SUR SEINE, les jours, mois et an susdits**

Le maire,